

[Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.]

Annexe à la C.L.14.1930.II.
N^o officiel: **C. 153** (1). **M. 59** (1). 1929. II.
[C.F.M.12.(1).]

Genève, 1^{er} janvier 1930.

SOCIETE DES NATIONS

**CONFERENCE INTERNATIONALE POUR L'ADOPTION
D'UNE CONVENTION
POUR LA REPRESSION DU FAUX MONNAYAGE**

1. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA REPRESSION
DU FAUX MONNAYAGE.
 2. PROTOCOLE.
 3. PROTOCOLE FACULTATIF.
-

LEAGUE OF NATIONS

**INTERNATIONAL CONFERENCE FOR THE ADOPTION
OF A CONVENTION
FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY**

1. INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION
OF COUNTERFEITING CURRENCY.
2. PROTOCOL.
3. OPTIONAL PROTOCOL.

CONVENTION

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE; LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE; SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES; LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Désireux de rendre de plus en plus efficaces la prévention et la répression du faux monnayage ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Albanie:

Le docteur STAVTO STAVRI, Chargé d'affaires à Paris;

Le Président du Reich allemand:

Le docteur ERICH KRASKE, « Vortragender Legationsrat » au Ministère des Affaires étrangères;

Le docteur WOLFGANG METTGENBERG, « Ministerialrat » au Ministère de la Justice du Reich;

Le docteur VOCKE, « Geheimer Finanzrat », Membre du « Reichsbankdirektorium »;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. HUGH R. WILSON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Président fédéral de la République d'Autriche:

Le docteur BRUNO SCHULTZ, Directeur de police, chef de la Section de police criminelle à la Préfecture de police de Vienne;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. SERVAIS, Ministre d'Etat, Procureur général honoraire à la Cour d'Appel de Bruxelles;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

Sir JOHN FISCHER WILLIAMS, Conseiller juridique britannique à la Commission des Réparations;

Leslie S. BRASS, Esq., « Assistant Principal at the Home Office »;

Pour l'Inde:

Vernon DAWSON, Esq. C.I.E., « Principal at the India Office »;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. D. MIKOFF, Chargé d'affaires à Berne;

Le Président du Gouvernement national de la République chinoise:

M. LONE LIANG, Conseiller de la Légation de Chine près le Président du Reich allemand;

CONVENTION

HIS MAJESTY THE KING OF ALBANIA; THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS; THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA; THE PRESIDENT OF THE COLOMBIAN REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES; THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS; THE SWISS FEDERAL COUNCIL; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Being desirous of making more and more effective the prevention and punishment of counterfeiting currency, have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Albania:

Dr. Stavro STAVRI, Chargé d'Affaires in Paris;

The President of the German Reich:

Dr. Erich KRASKE, "Vortragender Legationsrat" at the Ministry for Foreign Affairs;
Dr. Wolfgang METTGENBERG, "Ministerialrat" at the Ministry of Justice of the Reich;
Dr. VOCKE, "Geheimer Finanzrat", Member of the Reichsbank Direktorium;

The President of the United States of America:

Mr. Hugh R. WILSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

The Federal President of the Austrian Republic:

Dr. Bruno SCHULTZ, Police Director, Chief of Section of Criminal Police at the Prefecture of Police of Vienna;

His Majesty the King of the Belgians:

M. SERVAIS, Minister of State, Honorary Public Prosecutor at the Brussels Court of Appeal;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

Sir John FISCHER WILLIAMS, British Legal Representative at the Reparations Commission;
Leslie S. BRASS, Esq., Assistant Principal at the Home Office;

For India:

Vernon DAWSON, Esq., C.I.E., Principal at the India Office;

His Majesty the King of the Bulgarians:

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires in Berne;

The President of the National Government of the Republic of China:

M. Lone LIANG, Counsellor of the Legation of China to the President of the German Reich;

Le Président de la République de Colombie :

Le docteur Antonio José RESTREPO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Le Président de la République de Cuba :

M. G. DE BLANCK Y MENOCAL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

M. Manuel R. ALVAREZ, Attaché commercial à la Délégation permanente auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. William BORBERG, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

*Le Président de la République de Pologne,
pour la Ville Libre de Dantzig :*

M. François SOKAL, Ministre plénipotentiaire, Délégué de la République de Pologne à la Société des Nations;

M. John MUHL, Premier Procureur et chef de la Police criminelle de la Ville libre;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Président de la République française :

Le comte DE CHALENDAR, Attaché financier à l'Ambassade près Sa Majesté Britannique;

Le Président de la République hellénique :

M. Mégalos CALOYANNI, Conseiller honoraire à la Haute Cour d'Appel du Caire;

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie :

M. P. DE HEVESY DE HEVES, Ministre résident, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Commandatore docteur Ugo ALOISI, Conseiller à la Cour de Cassation, Attaché au Ministère de la Justice;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Raizaburo HAYASHI, Procureur général de la Cour de Cassation;

M. Shigeru NAGAI, Directeur de l'Hôtel des Monnaies;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

M. Charles G. VERMAIRE, Consul à Genève;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco :

M. Rodolphe ELLÈS, Vice-consul à Genève;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. Chr. L. LANGE, Secrétaire général de l'Union interparlementaire;

Le Président de la République de Panama :

Le docteur AROSEMENA, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le baron A. A. VAN DER FELTZ, ancien chef de la Centrale néerlandaise pour la répression des falsifications, ancien Procureur général près la Cour d'Appel d'Amsterdam;

M. P. J. GERKE, Trésorier général au Département des Finances des Indes néerlandaises;

M. K. H. BROEKHOFF, Commissaire de police de l'Etat, Inspecteur en chef de police;

Le Président de la République de Pologne :

M. François SOKAL, Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Société des Nations;

Le docteur Włodzimierz SOKALSKI, Juge à la Cour Suprême;

Le Président de la République portugaise :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, Directeur de la Banque de Portugal, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Constantin ANTONIADE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations;

M. Vespasien V. PELLA, Professeur de droit pénal à l'Université de Jassy;

M. Pascal TONCESCO, Avocat à la Cour d'Appel;

The President of the Colombian Republic:

Dr. Antonio José RESTREPO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

The President of the Republic of Cuba:

M. G. DE BLANCK Y MENOCAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

M. Manuel R. ALVAREZ, Commercial Attaché to the Permanent Delegation accredited to the League of Nations;

His Majesty the King of Denmark:

M. William BORBERG, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

The President of the Polish Republic,

for the Free City of Danzig:

M. François SOKAL, Minister Plenipotentiary, Delegate of the Polish Republic accredited to the League of Nations;

M. John MUHL, First Prosecutor and Head of the Criminal Police of the Free City;

His Majesty the King of Spain:

M. Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

The President of the French Republic:

Count DE CHALENDAR, Financial Attaché to the Embassy accredited to His Britannic Majesty;

The President of the Hellenic Republic:

M. Mégalos CALOYANNI, " Conseiller honoraire " to the High Court of Appeal at Cairo;

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. P. DE HEVESY DE HEVES, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

His Majesty the King of Italy:

Commendatore Dr. Ugo ALOISI, Counsellor at the " Cour de Cassation ", Attaché to the Ministry of Justice;

His Majesty the Emperor of Japan:

M. Raizaburo HAYASHI, Public Prosecutor of the Supreme Court;

M. Shigeru NAGAI, Director of the Imperial Mint;

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg:

M. Charles G. VERMAIRE, Consul at Geneva;

His Serene Highness the Prince of Monaco:

M. Rodolphe ELLÈS, Vice-Consul at Geneva;

His Majesty the King of Norway:

M. Chr. L. LANGE, Secretary-General of the Interparliamentary Union;

The President of the Republic of Panama:

Dr. AROSEMENA, Secretary of State for Foreign Affairs;

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Baron A. A. VAN DER FELTZ, Former Head of the Dutch Central Office for the Suppression of Falsifications, Former General Prosecutor to the Court of Appeal of Amsterdam;

M. P. J. GERKE, Treasurer-General to the Department of Finance of the Dutch Indies;

M. K. H. BROEKHOFF, State Commissioner of Police, Chief Inspector of Police;

The President of the Polish Republic:

M. François SOKAL, Minister Plenipotentiary, Delegate accredited to the League of Nations;

Dr. Włodzimierz SOKALSKI, Judge at the Supreme Court;

The President of the Portuguese Republic:

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Director of the Bank of Portugal, Professor of Law at the University of Lisbon;

His Majesty the King of Roumania:

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations;

M. Vespasien V. PELLA, Professor of Criminal Law at the University of Jassy;

M. Pascal TONCESCO, Counsellor at the Court of Appeal;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

Le docteur Thomas GIVANOVITCH, Professeur de droit criminel à l'Université de Belgrade;

Le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

M. Georges LACHKEVITCH, Conseiller juridique de l'Ambassade de l'Union près le Président de la République française;

M. Nicolas LIUBIMOV, Attaché à l'Ambassade de l'Union près le Président de la République française;

Le Conseil fédéral suisse :

M. E. DELAQUIS, Chef de la Division de police du Département fédéral de Justice et Police, Professeur de droit à l'Université de Berne;

Le Président de la République Tchécoslovaque :

Le docteur Jaroslav KALLAB, Professeur de droit pénal et international à l'Université de Brno;

lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

PREMIÈRE PARTIE.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent les règles exposées dans la première partie de la présente Convention comme le moyen le plus efficace, dans les circonstances actuelles, de prévenir et de réprimer les infractions de fausse monnaie.

Article 2.

Dans la présente Convention, le mot « monnaie » s'entend de la monnaie-papier, y compris les billets de banque, et de la monnaie métallique, ayant cours en vertu d'une loi.

Article 3.

Doivent être punis comme infractions de droit commun:

- 1° Tous les faits frauduleux de fabrication ou d'altération de monnaie, quel que soit le moyen employé pour produire le résultat;
- 2° La mise en circulation frauduleuse de fausse monnaie;
- 3° Les faits, dans le but de la mettre en circulation, d'introduire dans le pays ou de recevoir ou de se procurer de la fausse monnaie, sachant qu'elle est fausse;
- 4° Les tentatives de ces infractions et les faits de participation intentionnelle;
- 5° Les faits frauduleux de fabriquer, de recevoir ou de se procurer des instruments ou d'autres objets destinés par leur nature à la fabrication de fausse monnaie ou à l'altération des monnaies.

Article 4.

Chacun des faits prévus à l'article 3, s'ils sont commis dans des pays différents, doit être considéré comme une infraction distincte.

Article 5.

Il ne doit pas être établi, au point de vue des sanctions, de distinction entre les faits prévus à l'article 3, suivant qu'il s'agit d'une monnaie nationale ou d'une monnaie étrangère; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Article 6.

Les pays qui admettent le principe de la récidive internationale, reconnaissent, dans les conditions établies par leurs législations respectives, comme génératrices d'une telle récidive, les condamnations étrangères prononcées du chef de l'un des faits prévus à l'article 3.

Article 7.

Dans la mesure où la constitution de parties civiles est admise par la législation interne, les parties civiles étrangères, y compris éventuellement la Haute Partie contractante dont la monnaie a été falsifiée, doivent jouir de l'exercice de tous les droits reconnus aux régnicoles par les lois du pays où se juge l'affaire.

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes:

Dr. Thomas GIVANOVITCH, Professor of Criminal Law at the University of Belgrade;

The Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics:

M. Georges LACHKEVITCH, Legal Adviser to the Embassy of the Union, accredited to the President of the French Republic;

M. Nicolas LIUBIMOV, Attaché to the Embassy of the Union, accredited to the President of the French Republic;

The Swiss Federal Council:

M. E. DELAQUIS, Head of the Police Division of the Federal Department of Justice and Police, Professor of Law at the University of Berne;

The President of the Czechoslovak Republic:

M. Jaroslav KALLAB, Professor of Penal and International Law at the University of Brno;

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

PART I.

Article 1.

The High Contracting Parties recognise the rules laid down in Part I of this Convention as the most effective means in present circumstances for ensuring the prevention and punishment of the offence of counterfeiting currency.

Article 2.

In the present Convention, the word "currency" is understood to mean paper money (including banknotes) and metallic money, the circulation of which is legally authorised.

Article 3.

The following should be punishable as ordinary crimes:

- (1) Any fraudulent making or altering of currency, whatever means are employed;
- (2) The fraudulent uttering of counterfeit currency;
- (3) The introduction into a country of or the receiving or obtaining counterfeit currency with a view to uttering the same and with knowledge that it is counterfeit;
- (4) Attempts to commit, and any intentional participation in, the foregoing acts;
- (5) The fraudulent making, receiving or obtaining of instruments or other articles peculiarly adapted for the counterfeiting or altering of currency.

Article 4.

Each of the acts mentioned in Article 3, if they are committed in different countries, should be considered as a distinct offence.

Article 5.

No distinction should be made in the scale of punishments for offences referred to in Article 3 between acts relating to domestic currency on the one hand and to foreign currency on the other; this provision may not be made subject to any condition of reciprocal treatment by law or by treaty.

Article 6.

In countries where the principle of the international recognition of previous convictions is recognised, foreign convictions for the offences referred to in Article 3 should, within the conditions prescribed by domestic law, be recognised for the purpose of establishing habitual criminality.

Article 7.

In so far as "civil parties" are admitted under the domestic law, foreign "civil parties", including, if necessary, the High Contracting Party whose money has been counterfeited, should be entitled to all rights allowed to inhabitants by the laws of the country in which the case is tried.

Article 8.

Dans les pays qui n'admettent pas le principe de l'extradition des nationaux, leurs ressortissants qui sont rentrés sur le territoire de leur pays, après s'être rendus coupables à l'étranger de faits prévus par l'article 3, doivent être punis de la même manière que si le fait avait été commis sur leur territoire, et cela même dans le cas où le coupable aurait acquis sa nationalité postérieurement à l'accomplissement de l'infraction.

Cette disposition n'est pas applicable si, dans un cas semblable, l'extradition d'un étranger ne pouvait pas être accordée.

Article 9.

Les étrangers qui ont commis à l'étranger des faits prévus à l'article 3 et qui se trouvent sur le territoire d'un pays dont la législation interne admet, comme règle générale, le principe de la poursuite d'infractions commises à l'étranger, doivent être punis de la même manière que si le fait avait été commis sur le territoire de ce pays.

L'obligation de la poursuite est subordonnée à la condition que l'extradition ait été demandée et que le pays requis ne puisse livrer l'inculpé pour une raison sans rapport avec le fait.

Article 10.

Les faits prévus à l'article 3 sont de plein droit compris comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre les diverses Hautes Parties contractantes.

Les Hautes Parties contractantes qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à une condition de réciprocité, reconnaissent, dès à présent, les faits prévus à l'article 3 comme cas d'extradition entre elles.

L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

Article 11.

Les fausses monnaies, ainsi que les instruments et les autres objets désignés à l'article 3, N° 5, doivent être saisis et confisqués. Ces monnaies, ces instruments et ces objets doivent, après confiscation, être remis, sur sa demande, soit au gouvernement, soit à la banque d'émission dont les monnaies sont en cause, à l'exception des pièces à conviction dont la conservation dans les archives criminelles est imposée par la loi du pays où la poursuite a eu lieu, et des spécimens dont la transmission à l'office central dont il est question à l'article 12, paraîtrait utile. En tout cas, tous ces objets doivent être mis hors d'usage.

Article 12.

Dans chaque pays, les recherches en matière de faux monnayage doivent, dans le cadre de la législation nationale, être organisées par un office central.

Cet office central doit être en contact étroit:

- a) Avec les organismes d'émission;
- b) Avec les autorités de police à l'intérieur du pays;
- c) Avec les offices centraux des autres pays.

Il doit centraliser, dans chaque pays, tous les renseignements pouvant faciliter les recherches, la prévention et la répression du faux monnayage.

Article 13.

Les offices centraux des différents pays doivent correspondre directement entre eux.

Article 14.

Chaque office central, dans les limites où il le jugera utile, devra faire remettre aux offices centraux des autres pays une collection des spécimens authentiques annulés des monnaies de son pays.

Il devra notifier, dans les mêmes limites, régulièrement, aux offices centraux étrangers, en leur donnant toutes informations nécessaires:

- a) Les nouvelles émissions de monnaies effectuées dans son pays;
- b) Le retrait et la prescription de monnaies.

Sauf pour les cas d'intérêt purement local, chaque office central, dans les limites où il le jugera utile, devra notifier aux offices centraux étrangers:

1° Les découvertes de fausses monnaies. La notification de falsification des billets de banque ou d'Etat sera accompagnée d'une description technique des faux fournie exclusivement par l'organisme d'émission dont les billets auront été falsifiés; une reproduction photographique ou, si possible, un exemplaire du faux billet sera communiqué. En cas d'urgence, un avis et une description sommaire émanant des autorités de police pourront être discrètement transmis aux offices centraux intéressés, sans préjudice de l'avis et de la description technique dont il est question ci-dessus;

Article 8

In countries where the principle of the extradition of nationals is not recognised, nationals who have returned to the territory of their own country after the commission abroad of an offence referred to in Article 3 should be punishable in the same manner as if the offence had been committed in their own territory, even in a case where the offender has acquired his nationality after the commission of the offence.

This provision does not apply if, in a similar case, the extradition of a foreigner could not be granted.

Article 9.

Foreigners who have committed abroad any offence referred to in Article 3, and who are in the territory of a country whose internal legislation recognises as a general rule the principle of the prosecution of offences committed abroad, should be punishable in the same way as if the offence had been committed in the territory of that country.

The obligation to take proceedings is subject to the condition that extradition has been requested and that the country to which application is made cannot hand over the person accused for some reason which has no connection with the offence.

Article 10.

The offences referred to in Article 3 shall be deemed to be included as extradition crimes in any extradition treaty which has been or may hereafter be concluded between any of the High Contracting Parties.

The High Contracting Parties who do not make extradition conditional on the existence of a treaty or reciprocity, henceforward recognise the offences referred to in Article 3 as cases of extradition as between themselves.

Extradition shall be granted in conformity with the law of the country to which application is made.

Article 11.

Counterfeit currency, as well as instruments or other articles referred to in Article 3 (5), should be seized and confiscated. Such currency, instruments or other articles should, after confiscation, be handed over on request either to the Government or bank of issue whose currency is in question, with the exception of exhibits whose preservation as a matter of record is required by the law of the country where the prosecution took place, and any specimens whose transmission to the Central Office mentioned in Article 12 may be deemed advisable. In any event, all such articles should be rendered incapable of use.

Article 12.

In every country, within the framework of its domestic law, investigations on the subject of counterfeiting should be organised by a central office.

This central office should be in close contact:

- (a) With the institutions issuing currency;
- (b) With the police authorities within the country;
- (c) With the central offices of other countries.

It should centralise, in each country, all information of a nature to facilitate the investigation, prevention and punishment of counterfeiting currency.

Article 13.

The central offices of the different countries should correspond directly with each other.

Article 14.

Each central office should, so far as it considers expedient, forward to the central offices of the other countries a set of cancelled specimens of the actual currency of its own country.

It should, subject to the same limitation, regularly notify to the central offices in foreign countries, giving all necessary particulars:

- (a) New currency issues made in its country;
- (b) The withdrawal of currency from circulation, whether as out of date or otherwise.

Except in cases of purely local interest, each central office should, so far as it thinks expedient, notify to the central offices in foreign countries:

- (1) Any discovery of counterfeit currency. Notification of the forgery of bank or currency notes shall be accompanied by a technical description of the forgeries, to be provided solely by the institution whose notes have been forged. A photographic reproduction or, if possible, a specimen forged note should be transmitted. In urgent cases, a notification and a brief description made by the police authorities may be discreetly communicated to the central offices interested, without prejudice to the notification and technical description mentioned above;

2° Les recherches, poursuites, arrestations, condamnations, expulsions de faux monnayeurs, ainsi qu'éventuellement leurs déplacements et tous renseignements utiles, notamment les signalements, empreintes digitales et photographies de faux monnayeurs;

3° Les découvertes détaillées de fabrication, en indiquant si ces découvertes ont permis de saisir l'intégralité des faux mis en circulation.

Article 15.

Pour assurer, perfectionner et développer la collaboration directe internationale en matière de prévention et de répression du faux monnayage, les représentants des offices centraux des Hautes Parties contractantes doivent tenir, de temps en temps, des conférences, avec participation des représentants des banques d'émission et des autorités centrales intéressées. L'organisation et le contrôle d'un office central international de renseignements pourront faire l'objet d'une de ces conférences.

Article 16.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par l'article 3 doit être opérée:

a) De préférence par voie de communication directe entre les autorités judiciaires, le cas échéant, par l'intermédiaire des offices centraux;

b) Par correspondance directe des ministres de la Justice des deux pays ou par l'envoi direct par l'autorité du pays requérant au ministre de la Justice du pays requis;

c) Par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis; cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente ou à celle indiquée par le gouvernement du pays requis, et recevra directement de cette autorité les pièces constituant l'exécution de la commission rogatoire.

Dans les cas a) et c), copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure du pays requis.

A défaut d'entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requérante, sauf au pays requis à en demander une traduction faite dans sa langue et certifiée conforme par l'autorité requérante.

Chaque Haute Partie contractante fera connaître par une communication adressée à chacune des autres Hautes Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Haute Partie contractante.

Jusqu'au moment où une Haute Partie contractante fera une telle communication, sa procédure actuelle en fait de commissions rogatoires sera maintenue.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais autres que les frais d'expertises.

Rien dans le présent article ne pourra être interprété comme constituant de la part des Hautes Parties contractantes un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leur loi.

Article 17.

La participation d'une Haute Partie contractante à la présente Convention ne doit pas être interprétée comme portant atteinte à son attitude sur la question générale de la compétence de la juridiction pénale comme question de droit international.

Article 18.

La présente Convention laisse intact le principe que les faits prévus à l'article 3 doivent, dans chaque pays, sans que jamais l'impunité leur soit assurée, être qualifiés, poursuivis et jugés conformément aux règles générales de sa législation interne.

SECONDE PARTIE.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent pas être réglés par des négociations directes, envoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. Si les Hautes Parties contractantes entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'entre elles, n'étaient pas Parties au Protocole portant la date du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend serait soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacune d'elles, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article 20.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; elle pourra, jusqu'au 31 décembre 1929, être signée au nom de tout Membre de la

(2) Investigation and prosecutions in cases of counterfeiting, and arrests, convictions and expulsions of counterfeiters, and also, where possible, their movements, together with any details which may be of use, and in particular their descriptions, finger-prints and photographs;

(3) Details of discoveries of forgeries, stating whether it has been possible to seize all the counterfeit currency put into circulation.

Article 15.

In order to ensure, improve and develop direct international co-operation in the prevention and punishment of counterfeiting currency, the representatives of the central offices of the High Contracting Parties should from time to time hold conferences with the participation of representatives of the banks of issue and of the central authorities concerned. The organisation and supervision of a central international information office may form the subject of one of these conferences.

Article 16.

The transmission of letters of request¹ relating to offences referred to in Article 3 should be effected:

(a) Preferably by direct communication between the judicial authorities, through the central offices where possible;

(b) By direct correspondence between the Ministers of Justice of the two countries, or by direct communication from the authority of the country making the request to the Minister of Justice of the country to which the request is made;

(c) Through the diplomatic or consular representative of the country making the request in the country to which the request is made; this representative shall send the letters of request direct to the competent judicial authority or to the authority appointed by the Government of the country to which the request is made, and shall receive direct from such authority the papers showing the execution of the letters of request.

In cases (a) and (c), a copy of the letters of request shall always be sent simultaneously to the superior authority of the country to which application is made.

Unless otherwise agreed, the letters of request shall be drawn up in the language of the authority making the request, provided always that the country to which the request is made may require a translation in its own language, certified correct by the authority making the request.

Each High Contracting Party shall notify to each of the other High Contracting Parties the method or methods of transmission mentioned above which it will recognise for the letters of request of the latter High Contracting Party.

Until such notification is made by a High Contracting Party, its existing procedure in regard to letters of request shall remain in force.

Execution of letters of request shall not be subject to payment of taxes or expenses of any nature whatever other than expenses of experts.

Nothing in the present article shall be construed as an undertaking on the part of the High Contracting Parties to adopt in criminal matters any form or methods of proof contrary to their laws.

Article 17.

The participation of a High Contracting Party in the present Convention shall not be interpreted as affecting that Party's attitude on the general question of criminal jurisdiction as a question of international law.

Article 18.

The present Convention does not affect the principle that the offences referred to in Article 3 should in each country, without ever being allowed impunity, be defined, prosecuted and punished in conformity with the general rules of its domestic law.

PART II.

Article 19.

The High Contracting Parties agree that any disputes which might arise between them relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice. In case any or all of the High Contracting Parties parties to such a dispute should not be Parties to the Protocol bearing the date of December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the parties and in accordance with the constitutional procedure of each party, either to the Permanent Court of International Justice or to a court of arbitration constituted in accordance with the Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to some other court of arbitration.

Article 20.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until the 31st day of December 1929, it shall be open for signature on behalf

¹ This expression has the same meaning as "letters rogatory".

Société des Nations et de tout Etat non membre qui a été représenté à la Conférence qui a élaboré la présente Convention ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura communiqué un exemplaire de ladite Convention.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

Article 21.

A partir du 1^{er} janvier 1930, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 20 par qui cet accord n'aurait pas été signé.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés audit article.

Article 22.

Les pays qui sont disposés à ratifier la Convention conformément au second alinéa de l'article 20 ou à y adhérer en vertu de l'article 21, mais qui désirent être autorisés à apporter des réserves à l'application de la Convention, pourront informer de leur intention le Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera immédiatement ces réserves à toutes les Hautes Parties contractantes au nom desquelles un instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, en leur demandant si elles ont des objections à présenter. Si, dans un délai de six mois, à dater de ladite communication, aucune Haute Partie contractante n'a soulevé d'objection, la participation à la Convention du pays faisant la réserve en question sera considérée comme acceptée par les autres Hautes Parties contractantes sous ladite réserve.

Article 23.

La ratification par une Haute Partie contractante ou son adhésion à la présente Convention implique que sa législation et son organisation administrative sont conformes aux règles posées dans la Convention.

Article 24.

Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sous suzeraineté ou mandat.

Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'adhérer à la Convention, suivant les conditions des articles 21 et 23, pour leurs colonies, territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sous suzeraineté ou mandat. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 27.

Article 25.

La présente Convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification ou adhésion.

Article 26.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la Convention, conformément à l'article 25, sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 27.

La présente Convention pourra être dénoncée, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres visés à l'article 20. La dénonciation sortira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations; elle ne sera opérante qu'au regard de la Haute Partie pour laquelle elle aura été effectuée.

Article 28.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

of any Member of the League of Nations and on behalf of any non-member State which was represented at the Conference which elaborated the present Convention or to which a copy is communicated by the Council of the League of Nations.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States aforesaid.

Article 21.

After the 1st day of January 1930, the present Convention shall be open to accession on behalf of any Member of the League of Nations and any of the non-member States referred to in Article 20 on whose behalf it has not been signed.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 20.

Article 22.

The countries which are ready to ratify the Convention under the second paragraph of Article 20 or to accede to the Convention under Article 21 but desire to be allowed to make any reservations with regard to the application of the Convention may inform the Secretary-General of the League of Nations to this effect, who shall forthwith communicate such reservations to the High Contracting Parties on whose behalf ratifications or accessions have been deposited and enquire whether they have any objection thereto. If within six months of the date of the communication of the Secretary-General no objections have been received, the participation in the Convention of the country making the reservation shall be deemed to have been accepted by the other High Contracting Parties subject to the said reservation.

Article 23.

Ratification of or accession to the present Convention by any High Contracting Party implies that its legislation and its administrative organisation are in conformity with the rules contained in the Convention.

Article 24.

In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate.

Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to accede to the Convention, in accordance with the provisions of Articles 21 and 23, for their colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate. They also reserve the right to denounce it separately in accordance with the provisions of Article 27.

Article 25.

The present Convention shall not come into force until five ratifications or accessions on behalf of Members of the League of Nations or non-member States have been deposited. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification or accession.

Article 26.

After the coming into force of the Convention in accordance with Article 25, each subsequent ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 27.

The present Convention may be denounced on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Article 20. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the High Contracting Party on whose behalf it was notified.

Article 28.

The present Convention shall be registered by the Secretariat of the League of Nations on the date of its coming into force.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt avril mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 20.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva, the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 20.

ALBANIE

D^r STAVRO STAVRI

ALBANIA

ALLEMAGNE

D^r Erich KRASKE
D^r Wolfgang METTGENBERG.
VOCKE

GERMANY

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Hugh R. WILSON

UNITED STATES OF AMERICA

AUTRICHE

D^r Bruno SCHULTZ

AUSTRIA

BELGIQUE

SERVAIS

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

John FISCHER WILLIAMS
Leslie S. BRASS.

INDE

INDIA

As is provided in Article 24 of the Convention, my signature does not include the territories of any Prince or Chief under the Suzerainty of His Majesty.¹

Vernon DAWSON.

BULGARIE

D. MIKOFF

BULGARIA

CHINE

Lone LIANG

CHINA

COLOMBIE

A. J. RESTREPO

COLOMBIA

CUBA

G. DE BLANCK
M. R. ALVAREZ

CUBA

DANEMARK

William BORBERG

DENMARK

VILLE LIBRE DE DANTZIG

F. SOKAL
John MUHL

FREE CITY OF DANZIG

ESPAGNE

Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA

SPAIN

FRANCE

CHALENDAR

FRANCE

GRÈCE

Mégalos CALOYANNI

GREECE

[Traduction.]

¹ Ainsi qu'il est prévu à l'article 24 de la Convention, ma signature ne couvre pas les territoires de tout Prince ou Chef sous la suzeraineté de Sa Majesté.

HONGRIE

Paul DE HEVESY

HUNGARY

ITALIE

Ugo ALOISI

ITALY

JAPON

Raizaburo HAYASHI
Shigeru NAGAI

JAPAN

LUXEMBOURG

Ch. G. VERMAIRE

LUXEMBURG

MONACO

R. ELLÈS

MONACO

NORVÈGE

NORWAY

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, le soussigné déclare, au nom de son Gouvernement, que:

Vu les dispositions de l'article 176, alinéa 2, du Code pénal ordinaire norvégien et l'article 2 de la loi norvégienne sur l'extradition des malfaiteurs, l'extradition prévue à l'article 10 de la présente Convention ne pourra être accordée pour l'infraction visée à l'article 3, N^o 2, au cas où la personne qui met en circulation une fausse monnaie l'a reçue elle-même de bonne foi.¹

Chr. L. LANGE

PANAMA

J. D. AROSEMENA

PANAMA

PAYS-BAS

A. A. VAN DER FELTZ.
P. J. GERKE
K. H. BROEKHOFF

THE NETHERLANDS

[Translation.]

¹ At the time of signing the present Convention, the undersigned declares on behalf of his Government that:

In view of the provisions of Article 176, paragraph 2, of the Norwegian Ordinary Criminal Code and Article 2 of the Norwegian Law on the Extradition of Criminals, the extradition provided for in Article 10 of the present Convention may not be granted for the offence referred to in Article 3, No. 2, where the person uttering the counterfeit currency himself accepted it *bona fide* as genuine.

POLOGNE

F. SOKAL
Vlodzimierz SOKALSKI

POLAND

PORTUGAL

José CAEIRO DA MATTA

PORTUGAL

ROUMANIE

ANTONIADE

Vespasien V. PELLA.

ROUMANIA

Pascal TONCESCO

ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES

KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES

D^r Thomas GIVANOVITCH.

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES

G. LACHKEVITCH
Nicolas LIUBIMOV

UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

SUISSE

DELAQUIS

SWITZERLAND

TCHÉCOSLOVAQUIE

Jaroslav KALLAB.

CZECHOSLOVAKIA

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général:

For the Secretary-General:

Conseiller juridique du Secrétariat.

Legal Adviser of the Secretariat

PROTOCOLE

I. INTERPRÉTATIONS.

Au moment de procéder à la signature de la Convention portant la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés déclarent accepter, en ce qui concerne les diverses dispositions de la Convention, les interprétations spécifiées ci-dessous.

Il est entendu :

1^o Que la falsification de l'estampillage apposé sur un billet de banque et dont l'effet est de le rendre valable dans un pays déterminé, constitue une falsification de billet.

2^o Que la Convention ne porte pas atteinte au droit des Hautes Parties contractantes de régler, dans leur législation interne, comme elles l'entendent, le régime des excuses, ainsi que les droits de grâce et d'amnistie.

3^o Que la règle faisant l'objet de l'article 4 de la Convention n'entraîne aucune modification aux règles internes qui établissent les peines en cas de concours d'infractions. Elle ne fait pas obstacle à ce que le même individu, étant à la fois le faussaire et l'émetteur, ne soit poursuivi que comme faussaire.

4^o Que les Hautes Parties contractantes ne sont tenues d'exécuter les commissions rogatoires que dans la mesure prévue par leur législation nationale.

II. RÉSERVES.

Les Hautes Parties contractantes qui font les réserves exprimées ci-dessous y subordonnent leur acceptation de la Convention ; leur participation, sous ces réserves, est acceptée par les autres Hautes Parties contractantes.

1^o Le Gouvernement de l'INDE fait la réserve que l'article 9 ne s'applique pas à l'Inde où il n'entre pas dans les attributions du pouvoir législatif de consacrer la règle édictée par cet article.

2^o En attendant l'issue des négociations concernant l'abolition de la juridiction consulaire dont jouissent encore les ressortissants de certaines Puissances, il n'est pas possible au Gouvernement CHINOIS d'accepter l'article 10, qui contient l'engagement général pour un gouvernement d'accorder l'extradition d'un étranger accusé de faux monnayage par un Etat tiers.

3^o Au sujet des dispositions de l'article 20, la délégation de l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES réserve pour son Gouvernement la faculté d'adresser, s'il le désire, l'instrument de sa ratification à un autre Etat signataire, afin que celui-ci en communique copie au Secrétaire général de la Société des Nations pour notification à tous les Etats signataires ou adhérents.

PROTOCOL

I. INTERPRETATIONS.

At the moment of signing the Convention of this day's date, the undersigned Plenipotentiaries declare that they accept the interpretations of the various provisions of the Convention set out hereunder.

It is understood:

(1) That the falsification of a stamp on a note, when the effect of such a stamp is to make that note valid in a given country, shall be regarded as a falsification of the note.

(2) That the Convention does not affect the right of the High Contracting Parties freely to regulate, according to their domestic law, the principles on which a lighter sentence or no sentence may be imposed, the prerogative of pardon or mercy and the right to amnesty.

(3) That the rule contained in Article 4 of the Convention in no way modifies internal regulations establishing penalties in the event of concurrent offences. It does not prevent the same individual, who is both forger and utterer, from being prosecuted as forger only.

(4) That High Contracting Parties are required to execute letters of request only within the limits provided for by their domestic law.

II. RESERVATIONS.

The High Contracting Parties who make the reservations set forth hereunder make their acceptance of the Convention conditional on the said reservations; their participation, subject to the said reservations, is accepted by the other High Contracting Parties.

(1) The Government of INDIA make a reservation to the effect that Article 9 does not apply to India, where the power to legislate is not sufficiently extensive to admit of the legislation contemplated by this article.

(2) Pending the negotiation for the abolition of consular jurisdiction which is still enjoyed by nationals of some Powers, the CHINESE Government is unable to accept Article 10, which involves the general undertaking of a Government to grant extradition of a foreigner who is accused of counterfeiting currency by a third State.

(3) As regards the provisions of Article 20, the delegation of the UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS reserves for its Government the right to address, if it so desires, the instrument of its ratification to another signatory State in order that the latter may transmit a copy thereof to the Secretary-General of the League of Nations for notification to all the signatory or acceding States.

III. DÉCLARATIONS.

SUISSE.

Au moment de signer la Convention, le représentant de la Suisse a fait la déclaration suivante:

« Le Conseil fédéral suisse, ne pouvant assumer un engagement concernant les dispositions pénales de la Convention avant que soit résolue affirmativement la question de l'introduction en Suisse d'un Code pénal unifié, fait observer que la ratification de la Convention ne pourra intervenir dans un temps déterminé.

« Toutefois, le Conseil fédéral suisse est disposé à exécuter, dans la mesure de son autorité, les dispositions administratives de la Convention dès que celle-ci entrera en vigueur, conformément à l'article 25. »

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Au moment de signer la Convention, le représentant de l'Union des Républiques soviétistes socialistes a fait la déclaration suivante:

« La délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, tout en acceptant les dispositions de l'article 19, déclare que le Gouvernement de l'Union ne se propose pas de recourir, en ce qui le concerne, à la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale.

« Quant à la disposition du même article, d'après laquelle les différends, qui ne pourraient pas être réglés par des négociations directes, seraient soumis à toute autre procédure arbitrale que celle de la Cour permanente de Justice internationale, la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes déclare expressément que l'acceptation de cette disposition ne devra pas être interprétée comme modifiant le point de vue du Gouvernement de l'Union sur la question générale de l'arbitrage en tant que moyen de solution de différends entre Etats. »

Le présent Protocole, en tant qu'il crée des engagements entre les Hautes Parties contractantes, aura les mêmes force, valeur et durée que la Convention conclue à la date de ce jour et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

III. DECLARATIONS.

SWITZERLAND.

At the moment of signing the Convention, the representative of Switzerland made the following declaration:

" The Swiss Federal Council, being unable to assume any obligation as to the penal clauses of the Convention before the question of the introduction of a unified penal code in Switzerland is settled in the affirmative, draws attention to the fact that the ratification of the Convention cannot be accomplished in a fixed time.

" Nevertheless, the Federal Council is disposed to put into execution, to the extent of its authority, the administrative provisions of the Convention whenever these will come into force in accordance with Article 25. "

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

At the moment of signing the Convention, the representative of the Union of Soviet Socialist Republics made the following declaration:

" The delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, while accepting the provisions of Article 19, declares that the Government of the Union does not propose to have recourse, in so far as it is concerned, to the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

" As regards the provision in the same Article by which disputes which it has not been possible to settle by direct negotiations would be submitted to any other arbitral procedure than that of the Permanent Court of International Justice, the delegation of the Union of Soviet Socialist Republics expressly declares that acceptance of this provision must not be interpreted as modifying the point of view of the Government of the Union on the general question of arbitration as a means of settling disputes between States. "

The present Protocol in so far as it creates obligations between the High Contracting Parties will have the same force, effect and duration as the Convention of to-day's date, of which it is to be considered as an integral part.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Protocole.

FAIT à Genève, le vingt avril mil neuf cent vingt-neuf, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

IN FAITH WHEREOF the undersigned have affixed their signatures to the present Protocol.

DONE at Geneva, this twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-member States represented at the Conference.

ALBANIE

D^r STAVRO STAVRI

ALBANIA

ALLEMAGNE

D^r Erich KRASKE
D^r Wolfgang METTGENBERG.
VOCKE

GERMANY

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Hugh R. WILSON

UNITED STATES OF AMERICA

AUTRICHE

D^r Bruno SCHULTZ

AUSTRIA

BELGIQUE

SERVAIS

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

John FISCHER WILLIAMS
Leslie S. BRASS.

INDE

Vernon DAWSON

INDIA

BULGARIE

D. MIKOFF

BULGARIA

CHINE

Lone LIANG

CHINA

COLOMBIE

A. J. RESTREPO

COLOMBIA

CUBA

G. DE BLANCK
M. R. ALVAREZ

CUBA

DANEMARK

William BORBERG

DENMARK

VILLE LIBRE DE DANTZIG

F. SOKAL
John MUHL

FREE CITY OF DANZIG

ESPAGNE

Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA

SPAIN

FRANCE

CHALENDAR

FRANCE

GRÈCE

Mégalos CALOYANNI

GREECE

HONGRIE

Paul DE HEVESY

HUNGARY

ITALIE

Ugo ALOISI

ITALY

JAPON

Raizaburo HAYASHI
Shigeru NAGAI

JAPAN

LUXEMBOURG

Ch. G. VERMAIRE

LUXEMBURG

MONACO

R. ELLÈS

MONACO

NORVÈGE

Chr. L. LANGE

NORWAY

PANAMA

J. D. AROSEMENA

PANAMA

PAYS-BAS

A. A. VAN DER FELTZ
P. J. GERKE
K. H. BROEKHOFF

THE NETHERLANDS

POLOGNE

F. SOKAL
Włodzimierz SOKALSKI.

POLAND

PORTUGAL

José CAEIRO DA MATTA

PORTUGAL

ROUMANIE

ANTONIADE

Vespasien V. PELLA.

Pascal TONCESCO

ROUMANIA

ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES

KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES

Dr Thomas GIVANOVITCH.

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES

UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

G. LACHKEVITCH
Nicolas LIUBIMOV

SUISSE

DELAQUIS

SWITZERLAND

TCHÉCOSLOVAQUIE

Jaroslav KALLAB.

CZECHOSLOVAKIA

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général :

For the Secretary-General :

Conseiller juridique du Secrétariat

Legal Adviser of the Secretariat.

PROTOCOLE FACULTATIF

OPTIONAL PROTOCOL

En reconnaissant les progrès importants en matière de répression du faux monnayage, réalisés par la Convention pour la répression du faux monnayage, qui porte la date de ce jour, les Hautes Parties signataires de ce Protocole, sous réserve de ratification, s'engagent, dans leurs rapports réciproques, à considérer, au point de vue de l'extradition, les faits prévus à l'article 3 de ladite Convention comme des infractions de droit commun.

L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

Les dispositions de la seconde partie de ladite Convention s'appliquent aussi en ce qui concerne le présent Protocole, sauf les dispositions ci-dessous :

1. Le présent Protocole pourra être signé conformément à l'article 20 de la Convention au nom de tout Etat membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre qui a été représenté à la Conférence et qui a signé ou signera la Convention, ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura communiqué un exemplaire de ladite Convention.

2. Le présent Protocole n'entrera en vigueur que lorsqu'il aura été ratifié ou qu'il y aura été adhéré au nom de trois Membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

3. La ratification du présent Protocole et l'adhésion sont indépendantes de la ratification ou de l'adhésion à la Convention.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires nommés ci-dessous ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève en un seul exemplaire formant une annexe à la Convention pour la répression du faux monnayage, le vingt avril mil neuf cent vingt-neuf.

Recognising the important progress regarding the suppression of counterfeiting currency which has been realised by the Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency bearing this day's date, the High Contracting Parties signatory to this Protocol, subject to ratification, undertake, in their mutual relations, to consider, as regards extradition, the acts referred to in Article 3 of the said Convention as ordinary offences.

Extradition shall be granted according to the law of the country to which application is made.

The provisions of Part II of the said Convention apply equally to the present Protocol, with the exception of the following provisions:

(1) The present Protocol may be signed in accordance with Article 20 of the Convention in the name of any State Member of the League of Nations and of any non-member State which has been represented at the Conference and which has signed or will sign the Convention, or to which the Council of the League of Nations shall have sent a copy of the said Convention.

(2) The present Protocol shall come into force only after it has been ratified or adhered to in the name of three Members of the League of Nations or States which are not members.

(3) Ratification of and accession to the present Protocol are independent of ratification of or accession to the Convention.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries named below have signed the present Protocol.

DONE at Geneva, in a single copy, forming an Annex to the Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, on the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine.

AUTRICHE

Dr Bruno SCHULTZ

AUSTRIA

COLOMBIE

A. J. RESTREPO

COLOMBIA

CUBA

G. DE BLANCK
M. R. ALVAREZ

CUBA

GRÈCE

Mégalos CALOYANNI

GREECE

PORTUGAL

José CAEIRO DA MATTA

PORTUGAL

ROUMANIE

ANTONIADE

Vespasien V. PELLA.

Pascal TONCESCO

ROUMANIA

ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES

KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES

Dr Thomas GIVANOVITCH.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Jaroslav KALLAB.

CZECHOSLOVAKIA

PANAMA

J. D. AROSEMENA

PANAMA

BULGARIE

D. MIKOFF

BULGARIA

ESPAGNE

Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA

SPAIN

POLOGNE

F. SOKAL

POLAND

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique:

For the Secretary-General,
The Legal Counsel:



Organisation des Nations Unies, New York
7 janvier 1964

United Nations, New York
7 January 1964

1 - CONVENCION DE GINEBRA DEL 20 DE ABRIL DE 1929

PRIMERA PARTE

ARTICULO PRIMERO

Las Altas Partes Contratantes reconocen las reglas expuestas en la primera parte de la presente Convención como el medio más eficaz, en las circunstancias actuales, para prevenir y reprimir las infracciones de la falsa moneda.

ARTICULO 2

En la presente Convención, la palabra "moneda" significa la moneda de papel, comprendido los billetes de bancos, y la moneda metálica, que tenga curso en virtud de una ley.

ARTICULO 3

Deben ser castigados como infracciones de derecho común:

- 1.- Todos los hechos fraudulentos de fabricación o alteración de moneda cualquiera que sea el medio empleado para producir el resultado;
- 2.- La puesta en circulación fraudulenta de falsa moneda;
- 3.- Los hechos, con la finalidad de ponerla en circulación para introducir en el país o recibir u obtener falsa moneda, sabiendo que es falsa;
- 4.- Las tentativas de esas infracciones y los hechos de participación intencional;
- 5.- Los hechos fraudulentos por la producción, recepción u obtención de instrumentos u otros objetos destinados por su naturaleza a la fabricación de falsa moneda o a la alteración de monedas.

ARTICULO 4

Cada uno de los hechos previstos en el artículo 3, si son cometidos en países diferentes, deben ser considerados como una infracción distinta.

ARTICULO 5

No debe efectuarse, desde el punto de vista de las sanciones, distinción entre los hechos previstos en el artículo 3, ya sea que se trate de una moneda nacional o una moneda extranjera; esta disposición no puede ser sometida a ninguna condición de reciprocidad legal o convencional.

ARTICULO 6

Los países que admiten en el principio de la reincidencia internacional, reconocen, en las condiciones establecidas por sus legislaciones respectivas, como generadora de tal reincidencia, las condenas extranjeras dictadas en lo principal de uno de los hechos previstos en el artículo 3.

ARTICULO 7

En la medida en que la constitución de las partes civiles sea admitida por la legislación interna, las partes civiles extranjeras, comprendida eventualmente la Alta Parte contratante cuya moneda ha sido falsificada, deben gozar del ejercicio de todos los derechos reconocidos a los regnícolas por las leyes del país donde se juzga el asunto.

ARTICULO 8

En los países que no admiten el principio de la extradición de los nacionales, que hayan regresado al territorio de su país, después de haber sido encontrado culpables en el extranjero de hechos previstos por el artículo 3, deben ser castigados de la misma manera que se hubiese cometido el hecho, en su territorio y aún en el caso en que el culpable hubiese adquirido su nacionalidad posteriormente a la realización de la infracción.

Esta disposición no es aplicable sí, en un caso similar no pueda otorgarse la extradición de un extranjero.

ARTICULO 9

Los extranjeros que han cometido en el exterior hechos previstos en el artículo 3 y que se encuentren en el territorio de un país cuya legislación interna admita, como regla general, el principio de enjuiciamiento por infracciones cometidas en el extranjero, deben ser castigados en la misma forma que si el hecho hubiese sido cometido en el territorio de ese país.

La obligación del enjuiciamiento está sujeta a la condición de que la extradición haya sido pedida y que el país requerido no pueda entregar al inculcado por alguna razón que no tenga relación con el hecho.

ARTICULO 10

Los hechos previstos en el artículo 3 están de pleno derecho comprendidos como caso de extradición en todo tratado de extradición celebrado o por celebrarse entre las diversas Altas Partes contratantes.

Las Altas Partes contratantes que no subordinen la extradición a la existencia de un tratado o a una condición de recípro-

ciudad, reconocen, de aquí en adelante, los hechos previstos en el artículo 3 como caso de extradición entre ellas.

La extradición será otorgada de conformidad con la ley del país donde se efectúa el pedido.

ARTICULO 11

Las falsas monedas, así como los instrumentos y los otros objetos designados en el artículo 3, nº 5, deben ser embargados y confiscados. Esas monedas, instrumentos y objetos deben, después de su confiscación, ser remitidos, en base a un pedido sea del Gobierno, sea del Banco de emisión de cuyas monedas se trata, con la excepción de las piezas comprobadas, cuya conservación en los archivos criminales es exigida por la ley del país donde se celebró el juicio y cualquier muestra cuya transmisión a la oficina central mencionada en el artículo 12 pueda ser considerada útil. En todos los casos, todos esos artículos deberán ser puestos fuera de circulación.

ARTICULO 12

En cada país, las investigaciones en materia de falsa moneda deben, en el campo de legislación nacional, ser organizadas por una oficina central.

Esta oficina central debe estar en contacto estrecho:

- a) Con los organismos de emisión;
- b) Con las autoridades de policía en el interior del país;
- c) Con las oficinas centrales de los otros países.

Debe centralizar, en cada país, todas las informaciones que puedan facilitar las investigaciones, la prevención y la represión de la moneda falsa.

ARTICULO 13

Las oficinas centrales de los diferentes países deben estar en comunicación directa entre ellas.

ARTICULO 14

Cada oficina central, entre los límites que juzguen convenientes, deberá remitir a las oficinas centrales de los otros países, una colección de las muestras auténticas anuladas de las monedas de su país.

Deberá notificar, dentro de los mismos límites, regularmente, a las oficinas centrales extranjeras, proporcionandoles todas las informaciones necesarias:

- a) Las nuevas emisiones de moneda efectuadas en su país;
- b) El retiro y la prescripción de moneda.

Excepto en los casos de exclusivo interés local, cada oficina central, dentro de los límites que considere conveniente, deberá notificar a las oficinas centrales extranjeras:

1. Cualquier descubrimiento de falsa moneda. La notificación de falsificación de billetes de banco o de Estado deberá estar acompañada de una descripción técnica de las falsas proporcionadas exclusivamente por el organismo de emisión cuyos billetes hayan sido falsificados; será remitida una reproducción fotográfica o si es posible, un ejemplar de los billetes falsos. En caso de urgencia, un aviso y una descripción sumaria emitidos por las autoridades de policía podrán ser discretamente transmitidas a las oficinas centrales interesadas, sin perjuicio del aviso y de la descripción técnica mencionados anteriormente;
2. Las investigaciones, juicios, arrestos, condenas, expulsión de falsificadores de moneda, así como eventualmente sus movimientos y todos los detalles útiles, especialmente las descripciones, huellas digitales y fotografía de falsificadores de moneda;
3. Los descubrimientos detallados de fabricación, indicando si esos descubrimientos han permitido retirar la totalidad de la falsa moneda puesta en circulación.

ARTICULO 15

Para asegurar, perfeccionar y desarrollar la colaboración directa internacional en materia de prevención y represión de falsas monedas, los representantes de las oficinas centrales de las Altas Partes contratantes deben realizar de tiempo en tiempo, conferencias, con participación de los representantes de los bancos de emisión y de las autoridades centrales interesadas. La organización y el control de una oficina central internacional de información pueden ser el objeto de una de esas conferencias.

ARTICULO 16

La transmisión de comisiones rogatorias relativas a las infracciones contempladas en el artículo 3 deben ser tramitadas:

- a) De preferencia por vía de comunicación directa entre las autoridades judiciales, llegado el caso, por intermedio de las oficinas centrales;
- b) Por comunicación directa de los Ministros de Justicia de los dos países o por el envío directo para la autorización del país requiriente al Ministro de Justicia del país requerido.

c) Por intermedio del Agente Diplomático Consular del país requiriente en el país requerido; éste agente enviará directamente la comisión rogatoria a la autoridad judicial competente o la autoridad nombrada por el gobierno del país requerido, y recibirá directamente de ésta autoridad las piezas que demuestran la ejecución de la comisión rogatoria.

En los casos a) y c), una copia de la comisión rogatoria será siempre dirigida al mismo tiempo a la autoridad superior del país requerido.

Salvo que se haya acordado otra cosa, la comisión rogatoria debe estar redactada en el idioma de la autoridad requiriente, a menos que el país requerido solicite una traducción hecha en su idioma y certificada conforme por la autoridad requiriente.

Cada Alta Parte contratante notificará por medio de una comunicación dirigida a cada una de las otras Altas Partes contratantes el método o los métodos de transmisión mencionados anteriormente que ella admite para las comisiones rogatorias de ésta Alta Parte contratante.

Hasta el momento en que una Alta Parte contratante haga tal notificación, su procedimiento actual, con respecto a las comisiones rogatorias, se mantendrá en vigencia.

La ejecución de las comisiones rogatorias no podrá dar lugar al pago de impuestos o gastos de cualquier naturaleza distintos de los gastos de expertos.

Nada en el presente artículo podrá ser interpretado como que constituye, de parte de las Altas Partes contratantes, un compromiso de admisión en lo que concierne al sistema de pruebas en materia represiva, una derogación de su ley.

ARTICULO 17

La participación de la Alta Parte contratante a la presente Convención no debe ser interpretada como que afecta su actitud sobre la cuestión general de la competencia de la jurisdicción penal como cuestión de derecho internacional.

ARTICULO 18

La presente Convención no afecta el principio de que los hechos previstos en el artículo 3 debe, en cada país, sin que le sea asegurada la impunidad, ser calificados, enjuiciados y juzgado conforme a las reglas generales de su legislación interna.

SEGUNDA PARTE

ARTICULO 19

Las Altas Partes contratantes convienen que todos los diferendos que pudiesen suscitarse entre ellas con respecto a la interpretación o a la aplicación de la presente Convención serán, si no pueden ser solucionados por negociaciones directas enviadas para su resolución a la Corte Permanente de Justicia Internacional. Si las Altas Partes contratantes entre las cuales surge un diferendo, o una de ellas, no siendo Partes en el Protocolo de fecha 16 de diciembre de 1920 relativo a la Corte Permanente de Justicia Internacional, este diferendo será sometido a su elección y conforme a las reglas constitucionales de cada una de ellas, ya sea a la Corte Permanente de Justicia Internacional, ya sea un Tribunal de Arbitraje constituido conforme a la Convención del 18 de octubre de 1907 para la Solución Pacífica de los Conflictos Internacionales, o algún otro tribunal.

ARTICULO 20

La presente Convención cuyos textos Francés e Inglés tuviesen el mismo valor, llevará la fecha de hoy; ella podrá, hasta el 31 de diciembre de 1929, ser suscrita en representación de cualquier Miembro de la Sociedad de las Naciones y cualquier Estado no-miembro que ha estado representado en la Conferencia que elaboró la presente Convención o que el Consejo de la Sociedad de las Naciones haya enviado una copia de la mencionada Convención.

La presente Convención será ratificada. Los instrumentos de ratificación serán remitidos al Secretario General de la Sociedad de las Naciones, que notificará la recepción a todos los Miembros de la Sociedad así como a los Estados no Miembros mencionados anteriormente.

ARTICULO 21

A partir del 12 de enero de 1930, la presente Convención estará abierta a la adhesión en representación de cualquier Miembro de la Sociedad de las Naciones o de cualquier Estado no Miembro mencionado en el artículo 20 en cuya representación no ha sido firmado.

Los instrumentos de adhesión serán remitidos al Secretario General de la Sociedad de las Naciones, quien notificará la recepción a todos los Miembros de la Sociedad y a los Estados no Miembros referidos en el artículo 20.

ARTICULO 22

Los países que estan dispuestos a ratificar la Convención conforme al segundo párrafo del artículo 20 o a acceder a la Convención en virtud del artículo 21, pero los que deseen estar autorizados a efectuar reservas a la aplicación, podrán informar de su intención al Secretario General de la Sociedad de las Naciones. Dicha persona comunicará inmediatamente estas reservas a todas las Altas Partes contratantes a nombre de las cuales un instrumento de ratificación o de accesión haya sido depositado, solicitándoles si tienen alguna objeción que plantear. Si en un plazo de seis meses de la fecha de la comunicación ninguna Alta Parte contratante ha presentado objeción, la participación en la Convención del país que ha efectuado la reserva en mención será considerada como aceptada por las otras Altas Partes contratantes con respecto a dicha reserva.

ARTICULO 23

La ratificación por una Alta Parte contratante o su accesión a la presente Convención implica que su legislación y su organización administrativa están conformes a las reglas contenidas en la Convención.

ARTICULO 24

Salvo declaración contraria de una Alta Parte contratante en el momento de la firma, ratificación o accesión, las disposiciones de la presente Convención no se aplicarán a las colonias, territorios de ultramar, protectorados o territorios bajo dominio o mandato.

Sin embargo, las Altas Partes contratantes se reservan el derecho de acceder a la Convención, de conformidad con las disposiciones de los artículos 21 y 23, por sus colonias, territorios de ultramar, protectorados o territorios bajo dominio o mandato. Ellas se reservan igualmente el derecho de denunciarla separadamente conforme a las disposiciones del artículo 27.

ARTICULO 25

La presente Convención no entrará en vigencia sino cuando haya sido ratificada o hayan accedido a la misma en representación de cinco Miembros de la Sociedad de las Naciones o Estados no Miembros. La fecha de entrada en vigor será el nonagésimo día después de la recepción por el Secretario General de la Sociedad de las Naciones de la quinta ratificación o accesión.

ARTICULO 26

Cada ratificación o adhesión que se efectúe después de la entrada en vigor de la Convención, conforme al artículo 25, surtirá sus efectos al noagésimo día después de la fecha de su recepción por el Secretario General de la Sociedad de las Naciones.

ARTICULO 27

La presente Convención podrá ser denunciada en representación de cualquier Miembro de la Sociedad de las Naciones o de cualquier Estado no miembro, por notificación escrita dirigida al Secretario General de la Sociedad de las Naciones, quien informará a todos los Miembros de la Sociedad y los Estados no miembros referidos en el artículo 20. La denuncia surtirá sus efectos un año después de la fecha en que haya sido recibida por el Secretario General de la Sociedad de las Naciones y se aplicará solamente con respecto a la Alta Parte contratante en cuya representación fué notificada.

ARTICULO 28

La presente Convención será registrada por la Secretaría General de la Sociedad de las Naciones en la fecha de su entrada en vigor.

EN FE DE LO CUAL, los Plenipotenciarios anteriormente mencionados han suscrito la presente Convención.

DADA en Ginebra, el vigésimo día de Abril de mil novecientos veintinueve, en una sola copia, que quedará depositada en los archivos de la Secretaría de la Sociedad de las Naciones y de la cual se remitirán copias certificadas a todos los Miembros de la Sociedad y a los Estados no miembros referidos en el Artículo 20.

Los representantes de los siguientes Estados han suscrito esta Convención:

ALBANIA, ALEMANIA, AUSTRIA, BELGICA, GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE y todas las partes del Imperio Británico, que no son miembros separados de la Sociedad de las Naciones. INDIA, CHINA, COLOMBIA, CUBA, DINAMARCA, CIUDAD LIBRE DE DANZIG, FRANCIA, GRECIA, HUNGRIA, ITALIA, JAPON, LUXEMBURGO, MONACO, HOLANDA, POLONIA, PORTUGAL, RUMANIA, REINO DE LOS SERBIOS, CROATAS Y ESLOVENOS, UNION DE LAS REPUBLICAS SOCIALISTAS SOVIETICAS, SUIZA Y CHECOSLOVAQUIA.